ASSEMBLÉE NATIONALE

La lettre de votre député

N°5
NOVEMBRE
2021

JEAN-LUC FUGIT

DÉPUTÉ DE LA 11ÈME CIRCONSCRIPTION DU RHÔNE

MEMBRE DE LA COMMISSION DÉVELOPPEMENT DURABLE ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

PRÉSIDENT DU CONSEIL NATIONAL DE L'AIR

RAPPORTEUR DE LA LOI D'ORIENTATION DES MOBILITÉS

MEMBRE DU CONSEIL NATIONAL DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE

Edito

Depuis plus de 4 ans, j'ai l'honneur d'être votre député.
En étant à votre écoute, en allant à votre rencontre sur le terrain, en participant activement au travail législatif à l'Assemblée Nationale, je me consacre entièrement à cette fonction.

Je m'attache à agir quotidiennement pour ce en quoi je crois : l'émancipation de chacun, le mérite par le travail, la solidarité, la protection de mes concitoyens, le progrès au service de l'humain et la transition écologique de notre société.

Dans un monde en pleine mutation, confrontés à de multiples crises, et la pandémie du Covid-19 est venue nous le rappeler, **nous devons penser et construire la France de demain**. Une France plus résiliente, au plus près des territoires qui la composent et à l'écoute de toutes et tous.

Dans cette lettre, il est question de vous, de nous, des défis que nous devons relever ensemble et des actions que je mène, en votre nom et au service de notre territoire et de notre pays. Qu'il s'agisse de mon activité législative, des effets concrets du plan de relance, de mes rencontres avec les acteurs de notre circonscription qui nourrissent ma réflexion de parlementaire.

Également évoquées, les questions d'agriculture et d'environnement, de mobilité et de cohésion sociale mais aussi de sécurité. Des questions non exhaustives mais essentielles pour le bien fondé de ce « vivre ensemble » auquel nous sommes tous attachés.

C'est aussi l'occasion pour moi de vous rappeler **mon total engagement** au service de l'intérêt général de notre territoire et notre pays.

Jean-Luc FUGIT

Mon activité à l'Assemblée Nationale en chiffres

- **296 amendements** proposés sur des textes de loi, dont **201 adoptés**
- **8 rapports écrits** de propositions ou d'évaluation (ex : l'agriculture face au défi de la production d'énergie)
- **490 interventions** en hémicycle
- **97% de participation** aux votes solennels
- **37 questions écrites ou orales** au gouvernement (ex : A46 Sud, allocation enfant handicapé, pollution de l'air, pesticides, spatial...)

Projets de loi à venir (exemples) :

- **Réforme de l'assurance récolte** pour les agriculteurs
- **Projet de loi en faveur de l'activité professionnelle indépendante** (artisans, commerçants, entrepreneurs, professions libérales)
- **Projet de loi relatif à la responsabilité pénale et à la sécurité intérieure** (contenu du texte : limitation de l'irresponsabilité en cas de consommation de stupéfiants, encadrement de la captation d'images, renforcement du contrôle des armes, renfort de la lutte contre les rodéos urbains, simplification de la procédure pénale...)
- **Proposition de loi** que je déposerai visant à renforcer l'action publique pour **améliorer la qualité de l'air** que nous respirons

CONTACTS ET COORDONNÉES :
www.jeanlucfugit.fr

Je vous accueille sur rendez-vous à ma permanence parlementaire :
3-7 allée Marianne - 69700 GIVORS / Tel : 09 62 59 14 74

@jeanlucfugit @Jean_LucFUGIT jean-luc-fugit-4809b4213 Jeanlucfugit

Environnement, agriculture

L'urgence climatique s'impose à nous. Transformons cette contrainte en opportunité : celle d'un modèle de développement plus équilibré et durable combinant l'enjeu écologique, économique et social car tout est lié.

Ambition écologique et justice sociale doivent se conjuguer pour réussir. Tous les citoyens doivent se sentir "embarqués" vers une société plus respectueuse de l'environnement qui concilie écologie, économie et progrès. Des changements aussi profonds requièrent un volontarisme affirmé et ne peuvent se faire qu'avec une dynamique et une adhésion partagées.

Il faut accélérer la transition écologique de notre économie mais cela ne doit pas se faire au détriment de nos emplois. **Pour moi le volontarisme doit s'inscrire dans une écologie pragmatique et inclusive en matière de consommation, de mobilité, de logement, d'urbanisme.**

Depuis 2017, c'est toute une série de mesures qui a été adoptée dans cette perspective, que j'ai soutenue dans mon travail législatif au sein de la Commission développement durable et aménagement du territoire de l'Assemblée Nationale.

La convention citoyenne pour le climat a été un bel exercice de démocratie participative qui, sur la base de ses propositions, a permis au gouvernement de présenter au Parlement un projet de loi ambitieux, enrichi par l'adoption de près de 1000 amendements, dont 10 de ma part.

Cette loi dite "Climat et Résilience" promulguée le 24 août 2021 se traduit par des mesures concrètes : interdiction de la publicité sur les énergies fossiles, interdiction de la location de passoires thermiques, prêt à taux zéro pour le changement des véhicules les plus polluants, fort ralentissement de l'artificialisation des sols (interdiction de nouvelles surfaces commerciales de + de 10 000 m²), obligation de l'éducation à l'environnement dans le parcours scolaire, obligation d'avoir un score-carbone pour les produits de consommation...

Jamais autant n'a été fait que ces dernières années pour accélérer la nécessaire transition écologique de notre pays.

Bien sûr il faut aller plus loin, être plus exigeants. Dans cette bataille contre le réchauffement climatique soyons collectivement déterminés à âgir ensemble !

Présidence d'une séance de travail de la Commission développement durable et aménagement du territoire de l'Assemblée Nationale

Pour ma part, après avoir concerté de nombreux acteurs, **je déposerai prochainement une proposition de loi** visant à renforcer encore l'action publique **pour améliorer la qualité de l'air** intérieur et extérieur que nous respirons car si les pics de pollution sont la partie visible de l'iceberg, c'est bien la pollution de fond, celle à laquelle nous sommes soumis quotidiennement, qui affecte le plus notre santé et l'environnement. Pour le président du Conseil National de l'Air que je suis **c'est une question majeure de santé-environnement !**

Loi hydrocarbure (2017) Loi Energie Climat (2018)	Loi EGALIM (2018)	Loi d'orientation des mobilités (2019)	Loi AGEC (2020)
Objectif de neutralité carbone en 2050 inscrit dans la loi	15% de surface agricole en bio et 50% dans la restauration scolaire en 2022	Schéma national des véloroutes	Interdiction de destruction des invendus non alimentaires en 2022
Fermeture des 4 dernières centrales à charbon d'ici 2022	Prise en compte des coûts de production dans la construction des prix pour assurer un revenu décent aux agriculteurs	Forfait «mobilité durable» pour les déplacements domicile/travail des salariés en vélo ou covoiturage	Extension du principe pollueur/payeur à de nouvelles filières
Interdiction de l'exploration et l'exploitation d'hydrocarbures en 2040	Interdiction des rabais et séparation de la vente et du conseil pour les produits phytopharmaceutiques	Interdiction de vente pour les véhicules à énergie fossile à l'horizon 2040	Facilitation du tri avec logo unique obligatoire sur les emballages
Réduction de la consommation d'énergie des bâtiments	ÉTATS GÉNÉRAUX ALIMENTATION	Mise en place de Zones à Faibles Emissions Mobilité (ZFE-m) pour améliorer la qualité de l'air	LOI ANTI-GASPILLAGE pour une économie circulaire
		Obligation pour les entreprises d'acquérir des véhicules moins polluants lors du renouvellement de leur flotte	
		Prime à la conversion et bonus écologique pour aider à l'acquisition de véhicules moins polluants	

Suite à l'épisode de gel d'avril 2021, mission d'évaluation d'une délégation de la Commission développement durable de l'Assemblée Nationale dans ma circonscription, sur le thème de ***l'adaptation de l'agriculture au changement climatique.***

Pour la rénovation énergétique de votre logement

Afin d'accélérer la rénovation énergétique des logements, nous avons créé **MaPrimeRenov'** en 2020, cette aide plus simple, plus juste et plus efficace afin d'accompagner tous les ménages dans leurs travaux de rénovation, que ce soient les propriétaires bailleurs, les propriétaires occupants et même les copropriétés.

MaPrimeRenov' ce sont plusieurs milliards d'euros d'aide de l'Etat votés au Parlement, 800 000 logements déjà rénovés en 2021 !

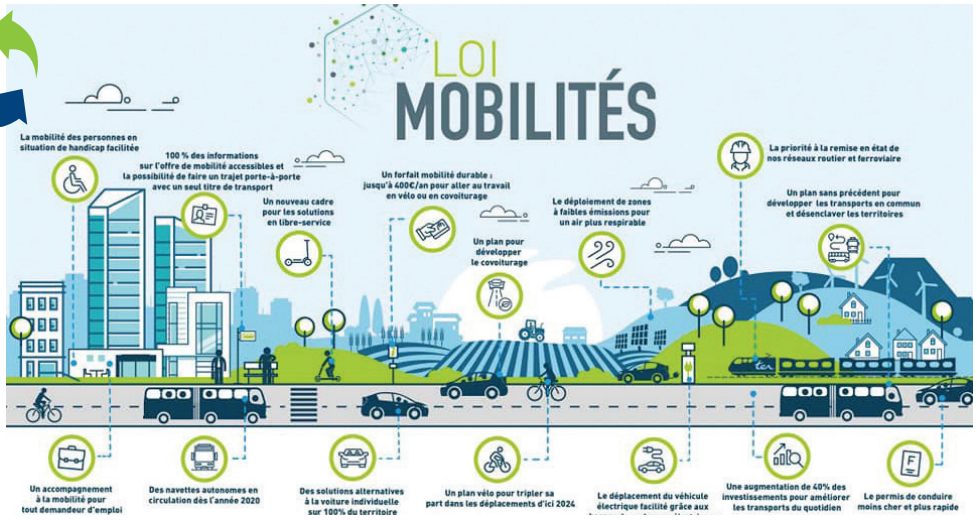
Retrouvez les aides possibles pour votre logement sur : www.maprimerenov.gouv.fr

Plastic Print : *une entreprise de Chassagny qui propose des emballages recyclés*

J'ai cosigné une proposition de loi visant à **protéger la rémunération des agriculteurs.**

Adoptée en octobre 2021, cette loi rééquilibre le rapport de force avec les industriels et les distributeurs en inversant la logique contractuelle.

MOBILITÉS :
mieux se déplacer en polluant moins



Les transports totalement « propres » n'existent pas ! Mais des modes de déplacement moins polluants que d'autres existent qu'il convient de développer et d'articuler pour limiter notre impact environnemental tout en répondant efficacement à nos besoins de mobilités.
C'est un sujet prégnant sur l'aire urbaine lyonnaise, 2ème conurbation du pays, qui se trouve dans le corridor européen Nord/Sud.

Nombreux sont les sujets dans nos territoires.

Les liaisons entre les agglomérations de Saint-Etienne et de Lyon doivent être améliorées. Pendant des années la seule réponse a été le projet d'autoroute A45. Aujourd'hui ce projet est définitivement abandonné mais les **400 millions d'euros d'aides prévus par l'Etat ont été conservés à ma demande dans la Loi d'Orientation des Mobilités (LOM), dont j'ai été le rapporteur,** pour améliorer les infrastructures ferroviaires et routières existantes.

Pensons un système de transport multimodal qui combine routier, train, transports en commun (bus, métro, tram) et mobilités actives (vélo...) avec des articulations pertinentes.

La ligne ferroviaire Saint-Etienne / Lyon, déjà l'une des plus fréquentées du pays, a vocation à monter en puissance. Il faut la moderniser pour assurer sa pérennité et sa capacité à assurer des fréquences accrues. Il faut notamment régler le problème du **passage à niveau très dangereux de Saint-Romain-en-Gier** pour lequel j'ai demandé au préfet que soit étudié et chiffré l'aménagement d'un tunnel ferroviaire.

Il faut aussi relier les deux rives du Rhône qui présentent un fort déficit de ponts pour tout le secteur Sud du Rhône alors que beaucoup de personnes résident d'un côté et travaillent de l'autre.

Une action forte est nécessaire sur les transports en commun, à la bonne échelle, celle de notre grand bassin de vie et d'emploi. Il me semble qu'un **titre unique de transport permettant à l'usager de prendre bus, métro, tram, TER** serait utile comme c'est le cas en Ile de France.

Il faut que les projets soient pensés conjointement pour assurer les connexions. La coordination de plusieurs partenaires est requise : Etat, Région, Département, Métropole, Communautés de communes, Communes, Sytral. **Une convergence des efforts de la part des acteurs publics est nécessaire** car au-delà de leurs prérogatives différentes, ils sont responsables de l'utilisation de l'argent du contribuable qui a vocation à servir au mieux l'intérêt de la population.
En tant que député **je m'attache à promouvoir cette démarche** auprès des différents acteurs et à travailler des textes de loi facilitateurs comme par exemple la LOM qui donne un cadre d'action important aux collectivités, avec notamment l'évolution du périmètre du SYTRAL intégrant maintenant des communautés de communes telles que la CCPO et la COPAMO.

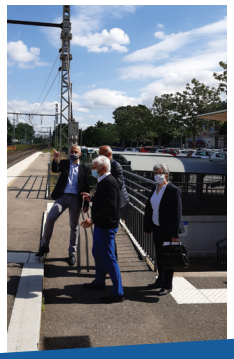
La desserte de la rive droite jusqu'à Condrieu avec des trains voyageurs est également une nécessité que je rappelle régulièrement aux services de l'Etat qui ont confirmé prendre en compte ma demande, cela devant aussi être vu par la Région, compétente pour l'exploitation des TER.

Uune ZFE-m sur la Métropole de Lyon ("zone à faible émission mobilité" avec interdiction pour les véhicules les plus polluants dans un périmètre défini) est une bonne chose pour réduire les émissions d'oxydes d'azote et de particules qui affectent notre santé, **à condition toutefois que sa mise en place par la Métropole soit progressive** avec un rythme permettant d'accompagner financièrement les professionnels et les particuliers amenés à changer leur véhicule. Il s'agit de **ne pas créer de ségrégation sociale et territoriale !**

PLAN VÉLO & MOBILITÉS ACTIVES
lancé en 2018

- 350 M€ "Fond mobilités actives" et 200 M€ "Plan de relance" pour la création d'axes cyclables
- Forfait mobilité durable (600€/an), stationnement sécurisé dans les gares, marquage des vélos pour limiter les vols
- La prime à la conversion d'un vieux véhicule élargie depuis août 2021 pour aider à l'achat de vélo électrique : **www.primealaconversion.gouv.fr**

Combiné à l'abandon du projet d'Anneau des Sciences, le déclassement de l'A6/A7 qui traverse le cœur de l'agglomération lyonnaise pose la question du détournement du trafic de transit vers l'Est.
Envisager **l'A46 Sud comme solution de contournement autoroutier destinée à ce trafic de transit serait selon moi une erreur,** comme je l'ai évoqué à plusieurs reprises lors de réunions publiques ou avec les services de l'Etat et auprès du ministre des Transports. Sur ce même secteur, le fuseau d'étude choisi en 2009 pour le projet de la partie Sud du Contournement Ferroviaire de l'Agglomération Lyonnaise **(CFAL Sud)** suscite aussi de vives inquiétudes que je partage sans réserve au regard de son impact général en zone dense. **Pour moi ce projet doit être abandonné.**



Côté Est, les gares du Pays de l'Ozon et Saint-Pierre-de-Chandieu/Toussieu sont de belles opportunités à exploiter à nouveau pour offrir une alternative à la route.

A la rencontre des acteurs de notre territoire

Les 38 communes de la 11ème circonscription du Rhône

Ampuis
Beauvallon
Chabanière
Chaponnay
Chaussan
Communay
Condrieu
Echalas
Givors
Grigny
Les Haies
Loire-sur-Rhône
Longes
Marennes
Millery
Mions
Montagny
Mornant
Orliénas
Riverie
Rontalon
St-André-la-Côte
St-Cyr-sur-le-Rhône
Ste-Catherine
Ste-Colombe
St-Laurent-d'Agny
St-Pierre-de-Chandieu
St-Romain-en-Gal
St-Romain-en-Gier
St-Symphorien-d'Ozon
Sérézin-du-Rhône
Simandres
Soucieu-en-Jarrest
Taluyers
Ternay
Toussieu
Trèves
Tupin-et-Semons

Rontalon
Maraîcher & éleveur qui fabrique son fromage

St Symphorien d'Ozon
Journée d'immersion dans une cressonnière, une tradition séculaire

Saint-Laurent-d'Agny
Action de solidarité pour les cancers pédiatriques

Sainte-Catherine
Manoir du « Barkipass », lieu de culture

Condrieu
Centre de vaccination

Grigny
Entreprise KP1, structures innovantes pour bâtiments

Millery
Entreprise Image, mobilier en bois d'excellence, leader du Corian matériau écologique

Communay
Forum des associations

Givors
Cérémonie du 11 Novembre 2020

Mornant
Participation à une séance d'éducation civique dans une école

Montagny – Condrieu – Saint-Pierre-de-Chandieu
Echanges sur le marché

Mions
Entreprise Perrier matériaux, à la pointe du recyclage

Le Plan de Relance au cœur du territoire

L'objectif du Plan de Relance : 100 milliards d'euros pour faire repartir le pays et ses territoires.

La crise sanitaire a eu un impact économique et social qui nous a tous touchés et l'Etat a été au rendez-vous en apportant des aides (fonds de solidarité, prêt garanti par l'Etat, chômage partiel) qui ont permis de soutenir l'ensemble des secteurs d'activités et les revenus de nos concitoyens.

En septembre 2020, six mois après le début de la crise, le gouvernement a proposé un plan de relance appelé «France Relance» dont j'ai voté les crédits en projet de loi de finances.

Ce plan sera complété à compter de 2022 par les 30 milliards d'euros d'investissement de «France 2030», présenté en octobre dernier par le Président de la République.

France Relance c'est un investissement historique de 100 milliards d'euros autour de trois enjeux :

- **Compétitivité et Emploi** pour réindustrialiser la France et créer des emplois durables.
- **Cohésion sociale** pour éviter la hausse des inégalités en raison de l'impact économique de la crise.
- **Ecologie** pour accélérer la transition écologique de l'économie et atteindre la neutralité carbone d'ici 2050.

Et c'est du concret dans notre territoire ! Quelques exemples :

Grigny : aménagement du Stade Planchon entre les quartiers du Vallon et des Arboras

Ternay : réhabilitation du château de la Porte

St-Laurent-d'Agny : requalification du centre bourg

Communay : création d'un centre technique municipal avec toiture photovoltaïque

Aides pour l'embauche d'un apprenti dans une entreprise, une exploitation agricole ou une association
(5000€ pour un mineur, 8000€ pour un majeur)

Givors :
- Rénovation du commissariat
- Rénovation de la salle Georges Brassens

© Visuel SIVAF

St-Pierre-de-Chandieu : végétalisation de la cour de l'école et de ses abords

Ampuis :
- Rénovation de l'orgue de l'église
- Changement de la chaudière des vestiaires du stade de rugby

St-Laurent-d'Agny : Construction d'une déchetterie publique pour la COPAMO

Mornant : cheminement en mode doux

St-Romain-en-Gal : rénovation de de la piscine municipale et de l'école publique

Sainte-Catherine : rénovation thermique et réaménagement de l'école publique

Chaponnay : entreprise « Roger de Lyon » : des aides pour investir dans l'outil de production

Pour une société qui émancipe, encourage et protège

Libérer les énergies, réduire les inégalités de destin, accompagner et soutenir lors des accidents de la vie, protéger la santé de chacun, aider les plus fragiles : telle est l'ambition de société qui m'anime.

Depuis le début de mon mandat j'ai soutenu les mesures pour mieux rémunérer le travail, mieux aider celles et ceux qui en ont le plus besoin et améliorer le quotidien de tous mes concitoyens.

Par le pouvoir d'achat, avec une baisse des impôts des ménages de 25 milliards € :

- baisse de l'impôt sur le revenu pour 18 millions de Français
- suppression de la taxe d'habitation (pour 80% dès 2020, tous d'ici 2023)
- augmentation du minimum vieillesse de 100 € /mois
- revalorisation de l'allocation pour les personnes en situation de handicap de 800 à 900 € /mois
- + 30% du complément mode de garde pour 90 000 familles monoparentales

Par une revalorisation du travail :

- + 90 €/mois de la prime d'activité pour les actifs aux ressources modestes
- fin des cotisations salariales chômage et maladie des salariés
- prime exceptionnelle de pouvoir d'achat défiscalisée (dite «Prime Macron») pour plusieurs millions de salariés
- revalorisation du salaire des soignants dans le cadre du « Ségur » de la Santé (183 € nets par mois pour plus de 1,5 millions de professionnels)
- revalorisation des agents publics de catégories C, + 100 €/mois pour les enseignants en début de carrière et + 120 €/mois pour les gardiens de la paix

Revaloriser le travail c'est aussi soutenir l'emploi :

- baisse de 20 milliards € des impôts de production des entreprises
- dispositif « zéro chômeur longue durée »
- élargissement de la prime d'activité
- **dispositif 1 jeune / 1 solution** avec notamment des aides pour l'apprentissage : 5000 € pour un apprenti de moins de 18 ans, 8000 € pour un apprenti majeur avec à ce jour plus de 500 000 contrats d'apprentissage ou d'alternance signés
- Plan de Relance et plan «France 2030» pour investir dans les secteurs d'avenir (santé, Hydrogène, spatial, numérique...)

Plus d'impôts sur les multinationales et les GAFA : un accord historique !

Sous l'impulsion de la France, un accord internationnal signé par 136 pays a été conclu en 2021 pour une taxation minimale de 15% des multinationales.

Une société plus inclusive passe aussi par la santé, un accès facilité aux services publics, ou encore la lutte contre les discriminations et l'action en faveur de l'égalité femmes/hommes :

- **prise en charge totale pour tous de la vaccination dans le cadre de la pandémie du COVID 19**
- relocalisation de productions de médicaments pour une meilleure souveraineté sanitaire
- « Ségur de la santé » pour investir dans notre système de soins
- complémentaire santé solidaire pour les plus modestes
- prise en charge à 100% pour les aides auditives, prothèses dentaires et lunettes
- doublement du congé paternité
- amende en cas de non-respect de l'égalité salariale, quota de femmes pour les cadres dirigeants dans les entreprises de plus de 1000 salariés

Centre de vaccination de Chassagny : merci à nos soignants !

Sans oublier cette belle idée d'égalité des chances qu'il s'agit de traduire dans les faits et ce dès le plus jeune âge car c'est une promesse républicaine fondamentale, celle de faire fonctionner la méritocratie pour permettre à chacun de trouver sa voie :

- repas universitaire à 1 €
- petits-déjeuners gratuits pour 238 000 élèves dans les écoles en REP
- pass culture de 300 € pour les jeunes de 18 ans
- création de 46 Cités éducatives
- limitation de 24 élèves pour les CP et dédoublement des classes de CP et CE1 en REP et REP+ (concerne une partie des écoles de Givors)

Un million d'euros pour une cité éducative sur les communes de Givors/Grigny

Dispositif pour les secteurs prioritaires en politique de la ville pour lequel je me suis fortement mobilisé auprès du gouvernement afin d'en obtenir ce label dès 2021.

Objectif : accompagner nos enfants et nos jeunes dans l'apprentissage, l'émancipation et l'insertion socioprofessionnelle.

Actions : travailler à l'orientation et développer un suivi personnalisé des élèves, lutter contre le décrochage et développer les actions de formation, faciliter l'implication des parents, développer la prévention santé-hygiène, promouvoir la pratique sportive ou encore l'éducation artistique et culturelle, faire découvrir les filières de formation et du monde du travail.

FRANCE SERVICES :

une action publique au plus près des territoires et des habitants

France Services
Proche de vous au quotidien

Réseau de près de 1500 guichets uniques de proximité regroupant sur leurs sites plusieurs administrations (santé, famille, retraite, droit, logement, impôt, recherche d'emploi, accompagnement au numérique).

Exemples sur notre territoire :
les Espaces France Services de Mornant et de Givors.

Sécurité pour tous : la condition du vivre ensemble

La sécurité est au cœur du débat public car c'est LA condition de la vie en commun et de l'exercice de nos libertés individuelles et collectives.

Multiples, les enjeux sécuritaires concernent aussi bien les incivilités du quotidien, les violences intrafamiliales, la lutte contre la délinquance organisée ou encore le terrorisme, sans oublier les services de secours de la sécurité civile (pompiers...).

Au sein du groupe parlementaire auquel j'appartiens, nous avons travaillé à **une proposition de loi visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers.**

Ce texte voté récemment propose de nombreuses avancées : organisation de la carence ambulancière afin d'obtenir une meilleure répartition des flux et de la charge des interventions d'urgence, renfort de la prise en charge de la protection sociale des pompiers volontaires pour l'étendre au même niveau que celles des professionnels, durcissement des peines encourues pour l'outrage à un sapeur-pompier dans l'exercice de sa mission au même titre que l'outrage à l'encontre des policiers et gendarmes...

Passation de commandement à la caserne des pompiers de Communay-Ternay-Simandres

Pour le Commissariat de Givors/Grigny je salue l'écoute que m'a accordée le ministre de l'Intérieur Gérald DARMANIN que j'ai alerté sur les besoins matériels et humains de ce commissariat.

Nous avons obtenu en 2021 un véhicule neuf, 500 000 € pour la rénovation du bâtiment ainsi que 9 policiers supplémentaires permettant la mise en place d'un Groupement de Sécurité de Proximité (GSP) nécessaire pour assurer une meilleure permanence opérationnelle des patrouilles sur le terrain.

2017/2022 Une action résolue pour notre sécurité :

- **10 000** policiers et gendarmes supplémentaires
- **40** attentats déjoués
- **7 000** places de prison supplémentaires
- **+33%** pour le budget de la justice

Des moyens supplémentaires sont également intervenus pour les différentes brigades de Gendarmerie de nos territoires.

Suite à mon invitation, le ministre de l'Intérieur est venu échanger avec les policiers et autres personnels affectés au commissariat de Givors/Grigny

La sécurité c'est l'affaire de tous et en plus de l'Etat il importe que les autres acteurs puissent faire converger leurs efforts. C'est notamment le cas des Polices Municipales dont la fusion a été rendue possible par la loi que nous avons adoptée afin de permettre aux communes de mutualiser leurs moyens pour mettre en place ces agents de proximité particulièrement utiles dans leur travail en lien avec les forces de police et gendarmerie nationales. C'est le cas par exemple de la police municipale de Ternay/Communay. Je tiens à saluer leur démarche.

La sécurité ne saurait s'envisager sans la justice, car si la sécurité est un droit, la justice est une exigence.

La chaine pénale doit être confortée pour que « force reste à la loi », afin de punir et dissuader la délinquance et par là-même restaurer la confiance de nos concitoyens dans les institutions destinées à assurer le respect des règles communes. La sanction doit intervenir rapidement avec une sévérité suffisante pour dissuader la récidive tout en restant proportionnée à la gravité des faits.

Des avancées notables sont intervenues : budget de la justice en hausse de 33%, réforme de la justice des mineurs, dispositifs pour sanctionner plus rapidement les incivilités pour lutter contre le sentiment d'impunité.

Journée d'immersion avec la brigade de gendarmerie d'Ampuis

L'insécurité c'est aussi les violences intrafamiliales ou encore le harcèlement et les agressions sexuelles.

Des référents ont été instaurés dans les services de police et gendarmerie pour les victimes de violences conjugales avec également des mesures d'urgence pour mettre à l'abri la victime. Je mentionnerai aussi la création législative d'un délit d'outrage sexiste pour lutter contre le harcèlement de rue ou encore le renforcement de l'arsenal juridique pour punir viols et agressions sexuelles sur mineurs et le harcèlement en ligne.

Ces efforts vont se poursuive sur la base des récentes conclusions du Beauvau de la sécurité présentées par le Président de la République : passer le temps de formation des policiers de 8 à 12 mois, faciliter les plaintes et la prise en charge des victimes, simplifier les procédures d'enquête, mieux outiller les services contre la cybercriminalité et continuer à renforcer les capacités opérationnelles sur le terrain.

Prévention routière de la Police Nationale auprès de collégiens au centre Percigônes de Ternay

J'ai interviewé mon député !

Interview réalisée par Janelle, étudiante de Condrieu

Janelle, étudiante de Condrieu

Jean-Luc FUGIT, quel est votre parcours ? Qui êtes-vous ?

J'ai grandi au sein d'une petite exploitation agricole dans une commune rurale de 250 habitants.

Issu d'un milieu modeste, en tant que boursier, l'école de la République m'a permis de devenir Ingénieur chimiste et Docteur en pollution de l'air, m'ouvrant la voie à une carrière d'enseignant-chercheur de 1996 à 2017 au sein d'une université dont j'ai été le vice-président de 2010 à 2017. Date à laquelle j'ai mis ma carrière entre parenthèses pour me consacrer entièrement à mon mandat de député.

Mes travaux scientifiques dans le domaine de l'environnement m'ont conduit aussi à m'investir en tant que bénévole dans des actions associatives et pédagogiques grand public.

J'ai par exemple été le coauteur de cinq bandes dessinées sur la transition écologique : la science peut être aussi ludique !

Je suis également fan de rugby, un sport que j'ai pratiqué qui vous apprend l'engagement individuel au service du collectif.

Visio citoyenne avec le ministre Marc FESNEAU

Qu'est-ce qui vous a conduit à vous engager dans l'action publique ?

J'estime avoir une dette envers la méritocratie républicaine.

Mon engagement public s'inscrit dans la continuité et en cohérence avec mon parcours professionnel, scientifique et associatif.

Favoriser les possibilités d'émancipation de chacun et réduire l'impact environnemental de l'ensemble de nos activités sont mes deux moteurs.

Je crois en la solidarité, la justice et le progrès.

Chacun a du potentiel et des possibles à exprimer, mais parfois la situation économique (le chômage de masse…), une santé fragile, une mobilité délicate… peuvent être des freins dont l'individu n'est pas maître !

Le « combat » du progressisme est là : s'attaquer à ces freins, lever les obstacles, protéger les plus modestes, soutenir et accompagner lors des accidents de la vie, favoriser l'esprit d'entreprendre.

Le XXIème siècle est celui des révolutions technologiques, numériques, et des défis écologiques. Dans le nouveau modèle de croissance que je souhaite ECONOMIE et ECOLOGIE ne s'opposent pas ! L'écologie de demain c'est aussi une partie de l'économie et des emplois de demain !

C'est tout cela qui m'a poussé à m'engager et à devenir à 47 ans un citoyen-élu.

Quel est le rôle d'un député ?

Un député est un représentant de la Nation et d'un territoire.

Comme représentant de la Nation il a un rôle d'élaboration des lois mais également de suivi de leur application. Elaborer et voter la loi ne suffit pas, il faut aussi suivre de près sa mise en œuvre.

Il a de même un rôle de contrôle et d'évaluation de l'action du gouvernement. C'est important de le rappeler.

Un député est aussi l'élu d'un territoire. La 11ème circonscription du Rhône compte 38 communes et plus de 130 000 habitants. Je me dois d'être à l'écoute et de représenter l'ensemble des acteurs de ce territoire en intégrant leurs attentes dans le cadre de mon travail à l'Assemblée Nationale mais aussi en relayant leurs difficultés ou interrogations auprès du gouvernement, des administrations de l'Etat ou encore des collectivités et institutions locales quand il s'agit de sujets relevant de leurs compétences.

Comment appréhendez-vous votre mission ?

Je considère qu'être député est un honneur. Aussi j'ai souhaité y consacrer 100% de mon temps. J'estime avoir le devoir de m'investir sans relâche pour les concitoyens que je représente même si certains peuvent ne pas partager mes positions. Les opinions de chacun doivent être respectées car le débat est utile et nécessaire en démocratie. Je considère que je dois travailler au mieux mes dossiers à l'Assemblée Nationale et être toujours à l'écoute de tous mes concitoyens sur le terrain.

C'est ce que je m'attache à faire. Cette lettre donne un aperçu de mon action parlementaire, que ce soit en nombre d'amendements portés pour enrichir les textes de loi, de rapports ou encore de questions posées au gouvernement… J'écoute et concerte aussi beaucoup au travers de réunions, que ce soit avec mes concitoyens, des représentants de différentes professions ou des acteurs associatifs, et bien sûr les élus locaux.

Je fais régulièrement des immersions de longue durée pour me rendre compte concrètement de la réalité de leur activité (hôpital, école, police…). Il est pour moi primordial d'être en prise avec la réalité du terrain car l'action publique ne doit pas être hors sol. Elle doit trouver une traduction concrète qui apporte des changements effectifs dans la vie de ceux que l'on représente. C'est bien là l'objectif de tout engagement public !

Echanges avec les élus d'Orliénas

Après plus de 4 ans de mandat quel regard portez-vous sur votre action ?

J'ai le sentiment d'être utile. A mon sens de nombreuses avancées positives auxquelles j'ai participé ont pu se faire à l'échelle nationale depuis 2017 avec des déclinaisons concrètes sur le territoire, même si la crise sanitaire a bousculé l'agenda des réformes et nos vies à tous. Pour autant je ne sous-estime pas les difficultés de la période et les tensions qui traversent la société.

Heureusement nous avons dans notre pays de formidables atouts sur lesquels nous devons nous appuyer pour bâtir la France de demain, motrice d'un nouveau modèle de développement !

Ne pas jeter sur la voie publique - Imprimerie Baylon Vilard 04 75 34 18 34